

Direction de l'Administration générale
et de la réglementation

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT SOUMISES A AUTORISATION

ARRETE CODIFICATIF

LE PREFET DES COTES-du-NORD
CHEVALIER DE LA LEGION d'HONNEUR

Poste: 394

Service Bureau-Environnement

81.1.4.IC.899

MJ/ER

VU la loi du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées
pour la protection de l'environnement,

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'appli-
cation de ladite loi,

VU le décret N° 53-547 du 20 mai 1953 modifié et complété
par les décrets suivants :

- décret du 15 avril 1958
- décret du 17 octobre 1960
- décret du 19 août 1964,
- décret du 24 août 1965,
- décret du 15 septembre 1966,
- décret du 24 octobre 1967,
- décret du 16 octobre 1970,
- décret du 27 mars 1973,
- décret du 15 mai 1974,
- décret du 26 avril 1976,
- décret du 29 décembre 1976,
- décret du 24 octobre 1978,

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 août 1967 autorisant M. MORDE-
LET à exploiter un élevage de volailles (section F N° 1008) lieu-dit "Le
Guillier",

VU les récépissés de déclaration délivrés respectivement le
28 janvier 1969 pour un poulailler de pondeuses et le 28 janvier 1974 pour
un élevage de 20 000 pondeuses (section F N° 1013 et 1025);

VU la demande présentée par M. Cyriaque MORDELET, demeurant à
LANRODEC, au lieu-dit "Le Guillier", en vue d'être autorisé à exploiter
à cette adresse (section F N° 1008, 1013, 1025, 1033) un élevage de
70 000 volailles (trois poulaillers) en extension d'un poulailler existant
de 38 000 animaux, installation classée pour la protection de l'environne-
ment, soumise à autorisation,

VU les plans et documents annexés à cette demande,

VU les résultats de l'enquête publique,

VU l'avis de M. l'Inspecteur des installations classées,

VU l'avis émis par les divers services consultés,

VU l'avis du conseil municipal de LANRODEC en sa séance du 23 juin 1981,

VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1981 rejetant la demande présentée par l'intéressé,

VU l'échange foncier intervenu le 5 novembre 1981 entre MM. Jean MANE et Cyriaque MORDELET, portant sur les parcelles N° 1029, 1033, 1034 et la parcelle 1035 en partie,

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa réunion du 9 Novembre 1981,

VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977,

SUR la proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er - a) le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 9 août 1967, les récépissés de déclaration en date des 28 janvier 1969 et 28 janvier 1974 et l'arrêté préfectoral du 15 Octobre 1981 susvisé,

b) M. Cyriaque MORDELET est autorisé à exploiter à LANRODEC, au lieu-dit "Le Guillier" (section F N° 1008, 1034, 1035) à 70 mètres d'une maison d'habitation occupée par un tiers, un élevage de 100 000 volailles comprenant :

- Elevage existant : 30 000 pondeuses
- création nouvelle : deux poulaillers d'une capacité totale de 50 000 pondeuses
un poulailler de 20 000 poulettes

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous les réserves suivantes :

- 1°- les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum,
- 2°- l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur la concernant,
- 3°- les installations de chauffage et de stockage de combustible, s'il en existe, seront conformes aux normes en vigueur les concernant,
- 4°- l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu sec et pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue,
- 5°- les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977,
- 6°- qu'il se conforme pour l'exploitation de cet élevage aux indications des mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté,
- 7°- qu'il procède à des dératisations et des désinsectisations périodiques,

8°- qu'il présente, dans les meilleurs délais, un projet de plantations à la Direction départementale de l'Agriculture en vue de réaliser avant le 1er avril 1982 un écran de verdure aux abords du bâtiment d'élevage

9°- qu'il observe les prescriptions générales ci-jointes de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 1980, *a l'exception du 2°*

ARTICLE 2 - La présente autorisation deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en exploitation dans un délai de trois ans suivant la date de notification du présent arrêté. Il en serait ainsi, également, si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 3 - Toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'appareillage ou du travail, toute extension de l'exploitation par rapport aux plans et mémoires visés ci-joints et de nature à entraîner une modification des prescriptions énoncées dans l'arrêté-type ci-joint, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation complémentaire.

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au Préfet des Côtes-du-Nord.

ARTICLE 4 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

ARTICLE 6 - M. Cyriaque MORDELET devra, en outre, se conformer aux prescriptions édictées dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs tant par le livre II du Code du travail que par les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre.

ARTICLE 7 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de LANRODEC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de M. Cyriaque MORDELET.

Un avis sera inséré par les soins du préfet, aux frais de M. Cyriaque MORDELET dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8 - MM. le Secrétaire général de la préfecture
le Sous-Préfet de GUINGAMP
le Maire de LANRODEC
le Directeur des services vétérinaires, inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Cyriaque MORDELET pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police

POUR COPIE CONFORME

L'attaché, chef de bureau

E. ARDOUIN

SAINT-BRIEUC, le 9 NOV. 1981

LE PREFET

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général,

Signé : Philippe MELCHIOR